

Synergies Public/Privé Les Accompagnateurs Rénov dans les écosystèmes territoriaux

Paris - Porte de Versailles Pavillon 6



Coup de projecteur sur les MAR (Mon Accompagnateur Rénov)

Mise en place de Mon Accompagnateurs Rénov'

- ☐ Objectif : accroître le nombre de projets de rénovations performantes
- ☐ En lien avec l'ouverture des aides de l'Anah à tous les ménages (11/01/2021)
- ☐ A partir du 01/01/2024 : obligation de recourir à un MAR pour bénéficier de « MaPrimeRénov Parcours Accompagné »

(rénovation d'ampleur -2 sauts de classe ou plus)

Les textes de référence

- Loi Climat et Résilience (21/08/2021) – Art. 164
- Décret du 22/07/2022
- Arrêté du 21/12/2022
- Arrêté modificatif du 14/12/2023











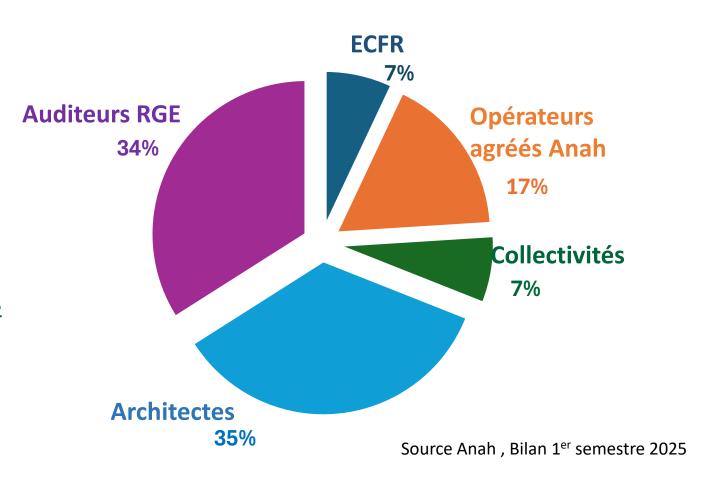
Typologie des MAR

1 400 structures agréées, 4 000 Accompagnateurs

(au 30/06/2025)

Des conditions d'indépendance et de neutralité

- ✓ Ne pas être en mesure d'exécuter directement les travaux
- ✓ Neutralité vis-à-vis des entreprises de travaux, des scénarios travaux et solutions techniques



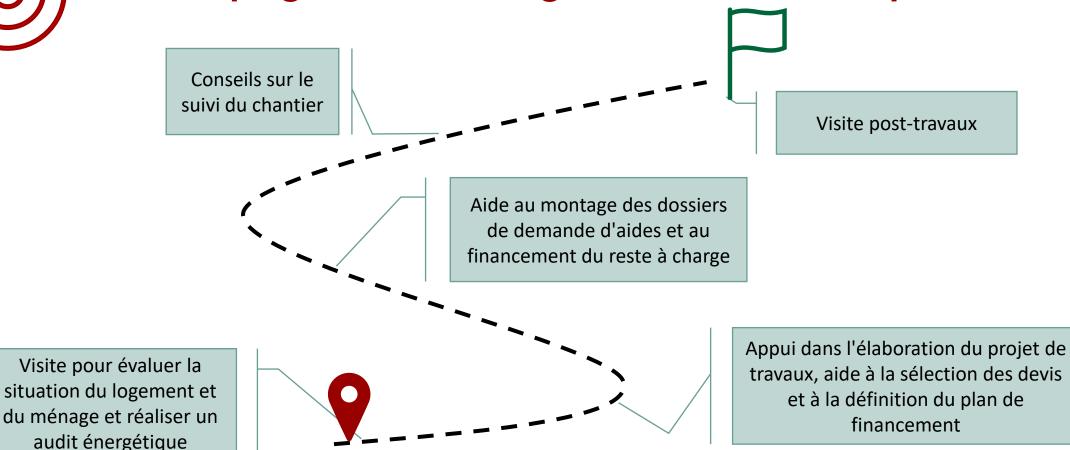




Les missions des MAR



Accompagner les ménages et sécuriser les parcours







Coût et prise en charge de la prestation

□Des prix variant de 2 000 € à 4 000 € TTC

□ Règle générale :

- 1. Paiement de la prestation par le propriétaire
- 2. Subvention Anah associée à la subvention Travaux

- □ La collectivité finance l'accompagnement des ménages modestes et très modestes
 - → Gratuité de la prestation pour le particulier

Aide de l'Anah pour la prestation MAR

Niveau de ressources	Taux de subvention Anah (plafond de 2 000 € TTC)
Très modestes	100%
Modeste	80%
Intermédiaire	40%
Supérieur	20%







Le marché des MAR

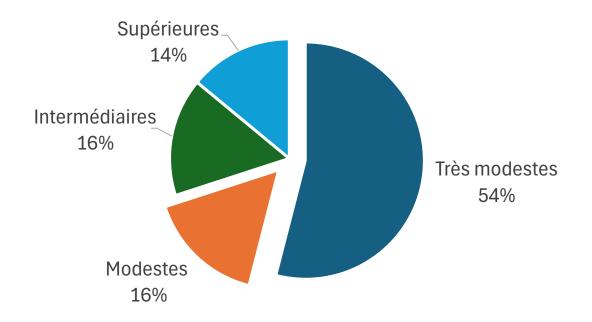
53 000 prestations aboutissant aux travaux en 2024 CA > 130 M€ en 2024

(estimation base de 3k€ TTC/prestation)

1^{er} semestre 2025 :
 2 fois plus de dossiers Parcours
 Accompagné engagés / 1^{er}
 semestre 2024

MPR Parcours accompagné selon le niveau de ressources

(propriétaires occupants)



Source Anah, Bilan 1er semestre 2025





Retours de terrain

- 2 MAR en national
- Redon, Lorient, Caen/Normandie
 - ✓ Entretiens MAR
 - ✓ Entretiens entreprises du bâtiment
 - ✓ Entretiens collectivités ECFR + Région Normandie







Les parcours clients observés

Le client est dans un projet de travaux et sollicite un MAR

- -> Via l'annuaire national ou l'ECFR
- -> Via une campagne de communication
- -> Via une information ou une prescription délivrée par un acteur local (maître d'œuvre, entreprise du bâtiment, pro. de l'immobilier...)
- -> Plus rarement, le client sollicite un intervenant/MAR déjà dans la place (cf. architecte)

Il arrive qu'un client soit démarché par un MAR









Des tendances de structuration

- □Les historiques plutôt positionnés sur les modestes.

 Positionnement comme prestataire des collectivités plutôt que comme MAR
- □Les nouveaux entrants positionnés sur les Intermédiaires et Supérieurs, avec 2 types d'intervenants :
 - √ Une myriade de petits acteurs locaux (moins de 10 dossiers / an)
 - Prestation souvent jugée chronophage et peu rentable
 - Risque commercial pour les architectes : « on prend le risque de détériorer la relation client s'il y a des soucis avec le dossier »
 - ✓ Une quinzaine de structures de plus grande taille : plusieurs centaines de dossiers/an (ex. MUTTA, Hellio Ingénierie, Effy, Ithaque Rénovation...,)
 - Plus dynamiques commercialement
 - Mieux structurées sur la production









Les déterminants du succès des MAR

☐Montrer réactivité et souplesse

□Rassurer les acteurs publics sur la capacité à faire localement

□S'intégrer aux écosystèmes locaux

☐ Maîtriser les couts : industrialisation des process





Des doutes sur la dynamique du secteur

« Les MAR souffrent d'une dégradation d'image à cause de la fraude »

« Si MPR reste fermée aux Intermédiaires et Supérieurs, il n'y a plus de marché »

« On a investi du temps et de l'argent, tout çà pour découvrir que ça ne sert plus à rien! »



Les Accompagnateurs vus par les entreprises du bâtiment

- ☐ Une vision mitigée quant à la plus value des MAR au niveau technique
- ☐ Une image dégradée du secteur des MAR: « ils sont débordés, c'est un vrai bordel »
- ☐ Des entrepreneurs aux prises avec une injonction contradictoire :

Respecter scrupuleusement la règle d'indépendance VS.

Aider leurs clients à mobiliser MPR Parcours Accompagné

- ☐ Pour des entreprises sollicitées par leurs clients
 - ✓ L'accès aux MAR est rendu impossible par méconnaissance ou par défiance
 - ✓ Un atout pour les entreprises plus structurées dès lors que des MAR « de confiance et réactifs » ont fait leurs preuves
 - ✓ Des attentes fortes à l'égard du négoce









Le marché vu par les entreprises du Bâtiment

Un marché intéressant pour certaines entreprises

Plutôt les entreprises de taille importante (>10 salariés, ITE, PAC...), avec des pratiques qui se structurent (orientation vers l'ECFR voire indication des montants approximatifs d'aides dans les devis)

- ✓ Argument de vente
- ✓ Des résultats importants
- ✓ Attrait des chantiers de rénovation globale (logique d'excellence technique)
- ✓ Bonnes perspectives de marge

Un marché trop contraignant pour d'autres

Plutôt les entreprises artisanales, dont certaines évitent le secteur subventionné, voire abandonnent le RGE

- ✓ Parcours complexe
- Exigences administratives
- ✓ Délais dissuasifs avec des impacts financiers parfois sévères







La posture des collectivités

- ☐ Une faible connaissance des MAR nouveaux entrants
- ☐ Un peu de suspicion... des craintes de fraudes
- □ Des interrogations quant à la capacité à faire des structures non implantées localement
- ☐ Forte inquiétude des collectivités pour les modestes sentiment de « perdre la main »
 - ✓ Une proie de choix pour la fraude compte-tenu du niveau de subvention
 - ✓ Ignorance de l'existence d'une offre gratuite d'accompagnement (non passage par l'ECFR)

Des initiatives pour mieux connaître et structurer le secteur

- ✓ Conventionnement de MAR pour obtention des aides locales
- ✓ Charte
- ✓ Boite à outils
- ✓ Annuaires locaux
- **√** ...







Charte d'engagement : exemple de Redon Agglomération





Un référencement sur la base d'une charte actualisée au jour le jour (possibilité de radier des MAR)

Engagements de l'ECFR

- ✓ Présenter aux usagers la liste des MAR signataires
- ✓ Répondre à toutes questions du MAR (financières, techniques ou règlementaires)
- ✓ Recueillir les informations, observations et retours d'expérience
- ✓ Mettre à disposition une «boîte à outils» (guide aides locales, documents types…)
- ✓ Ne pas porter entrave, dans ses conseils délivrés aux usagers, au principe de concurrence

Engagements du MAR

- ✓ Informer les ménages de l'existence de l'ECFR
- ✓ Informer l'ECFR du nombre de contacts reçus et des ménages en cours d'accompagnement
- ✓ Respecter le devoir de neutralité dans les propositions de travaux et le choix des entreprises.









Actions de sécurisation de la Région Normandie



- □Conventionnement des MAR pour l'accès aux aides Région
- Exigence d'implantation locale : « sont éligibles les candidatures des MAR agréés par l'ANAH (..) et disposant de bureaux permettant une présence physique des

accompagnateurs en Normandie. »



Structures-conseil MonAccompagnateurRénov' conventionnées en 2025

□Sécurisation du parcours Ménages dans le cas du financement de l'accompagnement par une collectivité

Si le particulier souhaite faire appel à un autre MAR que celui choisi par la collectivité, nécessité « <u>d'attester dans le contrat qu'il a bien pris contact avec l'ECFR »</u>









Quelles perspectives?

Sécuriser et rassurer

- ✓ Développer l'interconnaissance localement
- ✓ Créer des espaces de rencontres entre MAR et Entreprises locales
- ✓ Répondre aux attentes des entreprises à l'égard du Négoce

Annexes





Aide MPR Parcours Accompagné

Niveau de ressources	Plafonds de dépense éligible de 40 k€ à 70 k€ selon sauts de classe
Très modestes	80%
Modeste	60%
Intermédiaire	45% à 50%
Supérieur	30% à 35%

Fraudes et pratiques douteuses

Au 1^{er} semestre 2025 16 000 dossiers avec suspicion de fraude

Schémas type remontés du terrain

- Une prospection agressive (phoning)
- Une implantation éloignée
- Des liens commerciaux avec des entreprises avec :
 - Des audits dégradant la performance réelle du bâti
 - Des devis Travaux gonflés
 - Non respect des règles de l'art voir nonréalisation de Travaux

Et des sociétés/dossiers fictifs, usurpation d'identité...



Contact

Bérénice Le Fur , Consultante Atema Conseil lefur@atema-conseil.com

Eric Lagandré, Consultant Atema Conseil ericlagandre00@gmail.com

